



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf: DCPI-BICPE/IG/CB

**Arrêté préfectoral imposant à la Société WEB TECH
des prescriptions complémentaires pour la poursuite
d'exploitation de son établissement situé à COMINES**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2007 autorisant la Société WEB TECH - siège social : 74 rue d'Armentières 59560 COMINES - à exploiter une imprimerie utilisant des rotatives à séchage thermique à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mai 2016 imposant à la Société WEB TECH des prescriptions complémentaires pour son site de COMINES ;

Vu le dossier de porter à connaissance de l'étude d'impact et des dangers suite à l'implantation de nouveaux équipements de production déposé par la société WEB TECH le 28 janvier 2014 ;

Vu le rapport du 26 janvier 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le courrier du 3 février 2015 adressé à l'exploitant ;

Vu le rapport du 20 avril 2018 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral mettant en demeure la Société WEB TECH de porter à la connaissance du Préfet certaines modifications intervenues sur son site ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé par la société WEB TECH le 20 août 2018 intitulé « nouvelle ligne d'impression » ;

Vu le rapport du 13 septembre 2018 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement concernant la mise à jour des conditions d'exploitation de la Société WEB TECH à COMINES ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 12 octobre 2018 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

Considérant que les modifications apportées à la Société WEB TECH de COMINES ne constituent pas de modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société WEB TECH, dont le siège social est situé 74 rue d'Armentières à COMINES (59650) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2007, complétées par celles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2016 et par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de COMINES, au 74 rue d'Armentières les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2016	Article 3	Modifié et remplacé par Article 3 – Nature des installations
	Article 4	Modifié et remplacé par Article 4 – Conditions des rejets atmosphériques
	Article 6.1	Modifié et remplacé par Article 5.1 – Autosurveillance des rejets atmosphériques

Article 3 : Nature des installations

Les prescriptions de l'article 3 « nature des installations » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2016 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement (1)
Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, avec une capacité de consommation de solvant organiques supérieure à 150 kg/h ou 200 t/an	La consommation totale de solvant (comprenant solution de mouillage, solutions de nettoyage et fractions des encres) est de 221 t/an	3670	A
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : A. offset utilisant des rotatives à séchage thermique a. la quantité totale de produits consommés pour revêtir le support est supérieur à 200 kg/j	5 rotatives offset à séchage thermique La consommation totale de solvant (comprenant solution de mouillage, solutions de nettoyage et fractions des encres) est de 221 t/an	2450-A.a	A
Transformation du papier, carton, la capacité de production étant supérieure à 20 t/j	La quantité maximale de papier transformée (façonnage, découpe,...) est de 90 t/j	2445-1	A
Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public, la quantité stockée étant : 3. supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	4760 m ³ de bobines de papier 620 m ³ de palettes de produits finis ou encours Soit un total de 5400 m ³ environ	1530-3	D

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement (1)
Combustion de gaz, la puissance thermique nominale de l'installation étant : 2. supérieure à 2MW mais inférieure à 20 MW	5 rotatives avec sécheur pour une puissance totale de 6750kW 1 chaudière de 262 kW 23 aérothermes pour une puissance totale de 1403 kW Soit une puissance totale de 8,415 MW	2910-A-2	D
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque. 2. lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction,...), la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre étant b) supérieure à 10 kg/j mais inférieure ou égale à 100 kg/j	Application de vernis et de colle: 50 kg/j	2940-2-b	D
Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 2. emploi dans des équipements clos en exploitation a) équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	6 installations de réfrigération pour un total de 462 kg de fluides frigorigènes	4802	D
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts	Moins de 500 tonnes de produits combustibles: 92 tonnes (principalement de l'encre)	1510	NC
Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés	1500 palettes de bois correspondant à 225 m³	1532	NC
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : B. Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en A.	2 machines feuille sans sécheur. La quantité d'encre maximale consommée quotidiennement est inférieure à 100 kg/j	2450-B	NC
Liquides inflammable de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	5,2 m³ d'alcool isopropylique (26 fûts de 200 litres en stockage aérien) Soit une quantité maximale de l'ordre de 6 tonnes	4331	NC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	88 bouteilles de propane (environ 1200 kg)	4718	NC

A : Autorisation

D : Déclaration

NC : Non Classé

Article 4 : Conditions des rejets atmosphériques

Les prescriptions de l'article 4 « conditions des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2016 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 4.1 : Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Article 4.2. : Conduits et installations raccordées / conditions générales de rejet

N° conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
<u>1</u>	<u>Incinérateur ECOTHER M 93</u>	<u>10</u>	<u>0,45</u>	<u>4 300</u>	<u>5</u>	<u>900 kW</u>	<u>Gaz</u>	<u>Incinérateur de COV</u>
<u>2</u>	<u>Incinérateur ECOTHER M 105</u>	<u>10</u>	<u>0,5</u>	<u>4 900</u>	<u>5</u>	<u>900 kW</u>	<u>Gaz</u>	<u>Incinérateur de COV</u>
<u>3</u>	<u>Incinérateur ECOCOOL 121</u>	<u>12</u>	<u>0,46</u>	<u>5 600</u>	<u>8</u>	<u>1 650 kW</u>	<u>Gaz</u>	<u>Incinérateur de COV</u>
<u>4</u>	<u>Incinérateur ECOCOOL 149</u>	<u>15,1</u>	<u>0,64</u>	<u>9 600</u>	<u>8</u>	<u>1 650 kW</u>	<u>Gaz</u>	<u>Incinérateur de COV</u>
<u>5</u>	<u>Incinérateur ECOCOOL 168</u>	<u>15,1</u>	<u>0,64</u>	<u>10 500</u>	<u>8</u>	<u>1 650 kW</u>	<u>Gaz</u>	<u>Incinérateur de COV</u>

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Article 4.3. : Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1 à 5
NOx	100
CO	100
CH₄	50
COVNM	15
Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié Composés organiques visés à l'annexe III Substances visées à l'annexe IV	Substances interdites à l'exclusion de l'acroléine Acroléine: 0,07 mg/Nm ³

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Pour les émissions de composés organiques volatils, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Article 4.4. : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux maximaux en kg/j	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	Flux total sur l'ensemble des 5 exutoires
NOx	10,3	11,8	13,4	23	25,2	62,6
CO	10,3	11,8	13,4	23	25,2	62,6
CH₄	5,2	5,9	6,7	11,5	12,6	31,4
COVNM	1,5	1,8	2,0	3,4	3,8	9,3
Acroléine	0,0072	0,0082	0,009	0,016	0,017	0,030

Article 4.5. : Quantités maximales rejetées

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de solvants utilisée.

Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses.

Article 5. : Modalités d'autosurveillance et contenu de l'autosurveillance

Les prescriptions de l'article 6.1 « autosurveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2016 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 5.1. : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Article 5.1.1. : Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

Les mesures portent sur les rejets suivants :

- rejet n°1 : incinérateur ECOTHERM 93
- rejet n°2 : incinérateur ECOTHERM 105
- rejet n°3 : incinérateur ECOCOOL 121
- rejet n°4 : incinérateur ECOCOOL 149
- rejet n°5 : incinérateur ECOCOOL 168

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)
Débit	Semestrielle	Non
O ₂	Semestrielle	Non
CO	Semestrielle	Non
CH ₄	Semestrielle	Non
COVNM	Semestrielle	Non
Acroléine	Semestrielle	Non
NO _x	Semestrielle	Non

L'exploitant devra mettre en place une mesure en continu à l'émission des COV ou de tout autre paramètre permettant de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de traitement. Un enregistrement de cette mesure en continu devra être réalisé.

Les paramètres représentatifs du bon fonctionnement de l'installation doivent être choisis en accord avec l'Inspection des installations classées.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses de l'année écoulée. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Ce rapport de synthèse est adressé à la fin de chaque période à l'inspection des installations classées.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Article 5.1.2. : Autosurveillance des émissions par bilan

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.

Avant le 30 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.

Article 6 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

- Recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- Et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cette décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai de quatre mois** à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 8 : Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de COMINES,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de COMINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de COMINES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (www.nord.gouv.fr - consultations et enquêtes publiques - installations classées pour la protection de l'environnement – Autres ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires) pendant une durée minimale d'un mois.

Fait à Lille, le **14 NOV. 2018**

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,


Thierry MAILLES



